

**ASSEMBLEE NATIONALE**

15 novembre 2005

LOI DE FINANCES POUR 2006 - (N° 2540)  
(Deuxième partie)

|              |  |
|--------------|--|
| Commission   |  |
| Gouvernement |  |

**AMENDEMENT**

N° II - 435

présenté par  
MM. Bonrepaux, Migaud, Emmanuelli, Idiart, Pajon, Terrasse, Carcenac, Dumont, Claeys,  
Giacobbi, Bourguignon, Dosière, Derosier, Bapt, Dreyfus, Balligand, Besson  
et les membres du groupe Socialiste

-----  
**ARTICLE 67**

I. – Compléter le C du II de cet article par l’alinéa suivant :

« 3°. – Dans le cas où le total des bases de taxe professionnelle de la région régresse au cours des trois dernières années connues, l’Etat prend en charge la totalité de la part du dégrèvement accordé aux entreprises correspondant à la fiscalité régionale. »

II. – Compléter cet article par le paragraphe suivant :

« III. – Les pertes de recettes pour l’Etat sont compensées à due concurrence par le relèvement du taux de la cotisation minimale de taxe professionnelle prévue à l’article 1647 E du code général des impôts.

**EXPOSÉ SOMMAIRE**

La réforme de la taxe professionnelle proposée par le Gouvernement représente un danger pour l’autonomie financière et la libre administration des collectivités locales.

Il est proposé d’assurer que si une collectivité est déjà pénalisée par la perte de ses recettes fiscales liée à des départs ou des fermetures d’entreprises, elle ne le soit pas également du fait de l’application du plafonnement proposé par le Gouvernement.

Dans ce cas, la totalité du coût du plafonnement serait prise en charge par l’Etat, à coût nul pour lui puisque la cotisation minimale de taxe professionnelle serait relevée à due concurrence.